

## \* Introduction

*Cet article, ainsi que bien d'autres interviews de travailleurs en lutte et éditoriaux de Combate, fera partie du deuxième tome de Portugal : la révolution oubliée qui paraîtra en mai 2018. Le premier tome, qui contient une longue étude de Danubia Mendes Abadia sur Combate et les luttes pour l'autonomie ouvrière au Portugal dans les années 1974/1978, paraîtra le 15 janvier 2018.*

*Nous faisons précéder ce texte d'une chronologie minimale<sup>1</sup>, la meilleure chronologie sociale et politique se trouvant dans l'ouvrage collectif Portugal, l'autre combat, Spartacus, 1975, disponible sur Internet.*

### BREVE CHRONOLOGIE INSTITUTIONNELLE (1974-1975)

**25 avril 1974**: coup d'Etat par organisé par le «Mouvement des Forces armées» (MFA) qui renverse le régime dictatorial en place depuis 1926. Le général Spínola est nommé président de la République par la Junte de salut national. Au départ, le programme du MFA est très modéré y compris par rapport à l'indépendance immédiate des colonies.

**1<sup>er</sup> mai 1974** : manifestation monstre à Lisbonne qui montre que les travailleurs portugais n'ont plus peur. Des grèves éclatent dans tous les secteurs pour l'augmentation des salaires, les congés payés mais aussi pour «l'épuration» des entreprises.

**16 mai 1974** : *premier gouvernement provisoire* présidé par Adelino da Palma Carlos, universitaire et avocat qui a défendu de nombreux opposants au salazarisme. Son gouvernement comprend des ministres du PCP, du PS et du PPD (droite).

**18 juillet 1974**: *deuxième gouvernement provisoire* dirigé par le colonel Vasco Gonçalves (proche du Parti communiste).

**26 août 1974** : loi sur la grève (en fait antigrèves) soutenue par... le PC, le PS, l'Intersyndicale et évidemment les patrons ! A la même époque est adoptée une loi sur la presse qui rétablit de fait une forme de censure.

**28 septembre 1974**: Spínola tente un coup d'Etat. La manifestation de la «majorité silencieuse» censée le soutenir est annulée à cause de la mobilisation populaire. Forcé de démissionner, Spínola est remplacé comme président de la République par le général Costa Gomes, moins à droite. *Troisième gouvernement provisoire* (dirigé par Vasco Gonçalves)

**Janvier 1975**: le gouvernement et le MFA veulent instaurer une centrale syndicale unique. Cette politique est soutenue par le PCP mais contrée par le PSP qui s'autonomise de plus en plus par rapport à son allié stalinien, en s'appuyant à la fois sur les Etats-Unis et la social-démocratie européenne.

**11 mars 1975**: deuxième tentative ratée de coup d'Etat par Spínola qui s'enfuit en Espagne puis au Brésil. Une période de grande fermentation sociale s'ouvre, et les différents protagonistes se radicalisent.

**14 mars 1975** : nationalisation des banques et compagnies d'assurance.

**11 avril 1975**: Signature du pacte entre le MFA et les partis politiques, en vue de la rédaction de la Constitution et la future Assemblée constituante. Le Conseil de la Révolution (composé de militaires) et l'Assemblée du MFA conservent des pouvoirs de contrôle très importants, ce qui ne peut qu'entraver l'action des partis de droite et du PS, étant donné le rapport des forces au sein de l'armée à ce moment-là.

**25 avril 1975**: aux élections pour l'Assemblée constituante, le PS obtient 38% des voix et les partis de droite (PPD et CDS) 34%. Le PC n'obtient que 12,5 %. La droite et le PS ont clairement la majorité au Parlement même si cela ne se traduit pas (encore) sur le plan gouvernemental... *Quatrième gouvernement provisoire* (dirigé par Vasco Gonçalves)

**11 juillet 1975**: les ministres socialistes puis ceux du PPD démissionnent du quatrième gouvernement provisoire.

**Juillet-août 1975**: vagues d'assauts contre les sièges des groupes d'extrême gauche, des syndicats et du PCP dans le Nord.

**7 août 1975**: Melo Antunes, principale figure favorable au PS dans le MFA, et d'autres officiers supérieurs publient le «Document des Neuf».

---

<sup>1</sup> Pour une chronologie institutionnelle plus détaillée, on pourra se reporter à José Carlos Janela Antunes, «De la Révolution à la Constitution. Une chronologie», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°80, 2005, [http://www.persee.fr/doc/mat\\_0769-3206\\_2005\\_num\\_80\\_1\\_1069](http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2005_num_80_1_1069).

**8 août 1975:** *cinquième gouvernement provisoire* (dirigé par Vasco Goncalves), formé de ministres du PCP, de compagnons de route et d'indépendants de gauche.

**19 septembre 1975:** *sixième gouvernement provisoire*, dirigé par un élément conservateur du MFA (l'amiral Azevedo) et avec une majorité de ministres favorables au PSP et au PPD.

**25 novembre 1975:** contre-coup d'Etat mené par le général Eanes pour empêcher la prétendue «gauche militaire» d'agir. Le sixième gouvernement reste au pouvoir, mais les unités «radicalisées» de l'armée sont dissoutes et certains officiers emprisonnés.

**27 juin 1976:** Le général Eanes est élu président et restera à ce poste jusqu'en 1986.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*

## \* *Combate* (1974-1978) : un bilan collectif<sup>2</sup>

Au Portugal, après le coup d'État militaire du 25 avril 1974, qui mit fin à un demi-siècle de fascisme et de régimes répressifs de droite, des transformations profondes se produisirent durant un an et demi, transformations qui remodelèrent, de haut en bas, une grande partie de la société portugaise. Durant cette période, chaque jour, les médias du monde entier accordèrent une grande importance aux nouvelles venant du Portugal. Parce qu'une lutte intense se déroulait dans ce pays et parce que subsistait, dans l'Espagne voisine, le régime dictatorial de Franco, personne ne savait quel serait le résultat de ces combats et leurs conséquences à l'échelle européenne<sup>3</sup>. Franco finira par mourir une semaine après la résolution de la crise portugaise<sup>4</sup>.

Après le coup d'Etat militaire du 25 avril 1974, les ouvriers commencèrent à remettre en cause l'encadrement au sein des usines (la hiérarchie avait toujours été structurellement liée au régime fasciste), et c'est dans ce vide qu'émergèrent les commissions de travailleurs. Selon le rapport des forces dans chaque entreprise, soit les commissions faisaient simplement pression sur le patron, soit elles créaient une structure administrative parallèle à celle de l'administration patronale, et finissaient souvent par la remplacer. Dans les quartiers ouvriers apparurent des commissions d'habitants et ces différentes commissions dirigèrent d'innombrables entreprises et quartiers jusqu'au 25 novembre 1975, lorsqu'un nouveau coup d'Etat militaire renforça la démocratie parlementaire libérale et inséra le Portugal dans les grands courants du capitalisme européen.

Aujourd'hui, en 2006, très peu de personnes en dehors du Portugal se souviennent de ces événements. En effet, au cours de la décennie suivante, ce pays fut graduellement préparé à rejoindre l'Union européenne et sa prétendue démocratie, et toute cette expérience fut considérée comme une tempête dans un verre d'eau, puis commodément oubliée.

Cependant, des événements récents en Amérique latine, où l'on a aussi assisté au passage du fascisme à la «libération», ont suscité un nouvel intérêt pour ce qui est arrivé au Portugal dans les années 1970. On peut considérer dans cette perspective plusieurs ruptures qui se sont produites au sein des forces armées latino-américaines et où certains bataillons ont soutenu des occupations d'usines ou de terres. Ces événements ressemblent, jusqu'à un certain point, à l'expérience portugaise, car il existe un énorme potentiel pour un mouvement de démocratie directe à la base en Amérique latine. En fait, dans ces pays, certaines des principales institutions de l'Etat, l'armée et la police, sont minées par des divisions internes, et tout cela conduit à nous rappeler le cas portugais comme un exemple précurseur de la désintégration potentielle d'appareils d'Etat ultra-répressifs. Notre but n'est donc pas d'effectuer une méditation éclectique sur le passé mais de diffuser une expérience dont nous pouvons encore tirer des leçons aujourd'hui.

En 1974, après l'expérience initiale d'usines occupées et autogérées telles que la Sogantal et la Charminha<sup>5</sup> qui prirent en charge toutes les tâches de gestion, le mouvement s'étendit à des centaines, voire à des milliers d'usines. En effet, de nombreux patrons, effrayés par l'audace populaire, fuirent le pays, en abandonnant leurs entreprises aux mains d'un personnel qui se retrouva sans le moindre revenu. Mus par une réaction de survie, les travailleurs commencèrent à occuper leurs lieux de travail, et c'est ainsi que se multiplièrent les entreprises autogérées de toute taille, dans le secteur industriel comme dans le secteur commercial. Les latifundia du Sud furent également occupés et cultivés collectivement. Au milieu de l'année 1975, une partie considérable de l'économie et de la société portugaises se trouva entre

---

<sup>2</sup> Ce texte collectif a été rédigé en juillet 2006 et publié pour introduire le blog <http://jornalCombate.blogspot.fr/>. Tous les numéros du journal furent ensuite mis en ligne sur le site marxists.org : <https://www.marxists.org/portugues/tematica/jornais/Combate/index.htm> (NdT).

<sup>3</sup> En 1975, joignant leurs efforts à ceux des Etats-Unis, les dirigeants de l'Internationale socialiste (Brandt, Mitterrand, Callaghan) mettent en garde l'URSS contre un soutien trop appuyé au PCP et la menacent d'un retour aux temps les plus durs de la guerre froide (NdT).

<sup>4</sup> En réalité, Franco est décédé le 20 novembre 1975, soit **5 jours avant** les affrontements du 25 novembre qui verront la victoire définitive du Parti socialiste et du «Groupe des Neuf», qui regroupait les dirigeants de l'armée opposés à la fois au PCP et à l'extrême droite putschiste (NdT).

<sup>5</sup> Toutes deux étaient des entreprises où les ouvrières jouèrent un grand rôle (à la Sogantal, la main-d'œuvre était exclusivement féminine) et qui dépendaient de multinationales du textile (NdT).

les mains des travailleurs et gérée directement par eux. C'est dans ce contexte social que fut fondé *Combate*.

Au départ, la création de ce journal est due à trois membres d'un ancien groupe clandestin marxiste-léniniste, les Comités communistes révolutionnaires (CCR), qui résultaient eux-mêmes d'une scission en 1969 d'une organisation maoïste, le Comité marxiste-léniniste portugais. À partir de 1972, certains membres des CCR commencèrent à critiquer le maoïsme et le modèle organisationnel léniniste et se séparèrent des CCR en avril 1974.

Le premier numéro de *Combate*, avec son *Manifeste* inaugural, date du 21 juin 1974 et le dernier, le numéro 51, date de février 1978. Les dix premiers numéros furent hebdomadaires et bénéficièrent d'une distribution très large. Du numéro 11 (22 novembre 1974) au numéro 47 (22 octobre 1976), la périodicité fut quasiment bimensuelle, malgré quelques lacunes. Le contre-coup d'Etat du 25 novembre 1975, visant à établir une démocratie représentative fondée sur une Constitution, renforça une orientation politique qui entrava les occupations, et les quatre derniers numéros, du numéro 48 (février 1977) au numéro 51 (février 1978), furent de plus en plus difficiles à confectionner et parurent donc avec une périodicité irrégulière.

Notre objectif était de produire un journal qui ne soit pas l'expression d'une doctrine et qui relate les occupations et les expériences d'autogestion. Des équipes de camarades parcouraient le pays pour interviewer les membres des commissions de travailleurs et des commissions d'habitants. Nous interrogeons souvent les travailleurs de base [pas simplement leurs représentants élus, *NdT*], et leurs déclarations étaient enregistrées et publiées intégralement. Bien que cela ait conduit parfois à des répétitions fastidieuses à la lecture, cette démarche avait l'avantage de nous protéger contre l'accusation d'avoir coupé ou supprimé des propos avec lesquels nous étions en désaccord, même si par ailleurs nous exprimions nos divergences. Nous n'avons jamais reçu de réclamations de commissions se plaignant que leurs déclarations aient été dénaturées ; tous pensaient que leurs propos avaient été fidèlement reproduits, même s'ils étaient contraires à l'orientation de notre journal. De plus, bon nombre des entreprises occupées publiaient à cette époque leurs propres bulletins et journaux ou des brochures dans lesquels étaient abordées les questions brûlantes dans l'entreprise. Bon nombre de ces textes furent reproduits par *Combate* dans leur intégralité et pas seulement sous la forme de citations partielles, comme le faisaient les autres publications de gauche, en fonction de leur idéologie. Nous espérions que, à travers tous ces récits, les travailleurs vivant des situations similaires apprendraient de leurs camarades et pourraient contribuer à la progression du mouvement et à la formation de fronts communs, ou au moins que ces textes stimuleraient les relations entre les différents groupes d'ouvriers. À cette fin, nous avons également organisé des tables rondes entre les salariés de diverses entreprises en lutte. Ces discussions étaient enregistrées, transcrites et reproduites dans leur intégralité.

Nous voulions faire connaître les luttes des travailleurs et leurs formes d'organisation, tant dans l'industrie et le commerce que dans l'agriculture, au nord comme au sud du pays, ainsi que les luttes dans les quartiers. En outre, nous nous intéressions à toutes les luttes contre la discipline militaire, particulièrement importantes dans un contexte où les forces armées étaient directement impliquées dans le gouvernement et jouissaient d'un énorme prestige pour avoir renversé le régime fasciste. *Combate* évoquait également les luttes ouvrières dans d'autres pays et pratiquement chaque numéro contenait des nouvelles internationales.

Tous les numéros abordaient les problèmes des commissions de travailleurs (en abrégé CT). Par exemple, le numéro 13 de *Combate* (décembre 1974) citait un travailleur de la Setenave, les grands chantiers navals à Setúbal : «*La dernière assemblée générale ne m'a pas intéressé du tout ; on a discuté de questions qui ne concernaient pas les travailleurs, ils n'ont fait qu'attaquer certains partis et certaines. Toi t'es du MRPP, et toi t'es du PRP et ainsi de suite... Et il n'en est sorti rien d'intéressant pour nos vrais problèmes. [...] Moi en tant que travailleur qui appartiens à l'opposition, je pense que les critiques devraient venir purement et simplement des ouvriers, en mettant de côté l'appartenance à un parti politique, quel qu'il soit, et ce n'est pas en tant que membre de mon parti que j'ai attaqué la CT, mais en tant que travailleur.*» Un autre prolétaire interrogé souligna que la CT avait été révoquée parce qu'elle «fraternisait» avec l'administration et il précisa: «*Quand un problème surgit, quel qu'il soit, les travailleurs concernés, en collaboration avec les commissions de base et **le conseil des travailleurs**, doivent décider des mesures à prendre pour que **le conseil** transmette nos revendications à l'administration de l'entreprise, ce n'est pas **au conseil** de résoudre tout seul le problème.*» Tels étaient quelques-uns des problèmes fondamentaux auxquels les commissions étaient confrontées et sur lesquels *Combate* cherchait à attirer l'attention.

Le mouvement révolutionnaire portugais ne doit rien aux partis politiques de gauche et d'extrême gauche qui furent complètement surpris par les événements. Très influent au sein des gouvernements militaires de 1974-1975<sup>6</sup>, le Parti communiste essaya de renforcer la bureaucratie syndicale embryonnaire au détriment des commissions de travailleurs. Il tenta de mettre fin au mouvement autogestionnaire et de promouvoir sa politique favorable au capitalisme d'Etat et fondée sur les nationalisations. Même dans les vastes latifundia du Sud, où les ouvriers soutenaient généralement le Parti communiste, les occupations collectives des terres étaient dues à l'initiative des paysans eux-mêmes. Le PCP se contentait d'appeler à une «augmentation des salaires» et quand il vit que la répression directe contre les occupations n'était pas assez efficace, il fit appel aux banques nationalisées<sup>7</sup> : en utilisant l'arme du crédit, il tenta de diriger et de contrôler les entreprises et latifundia autogérés.

Quant aux autres partis d'extrême gauche (UDP, PRP, MES et MRPP), aucun d'entre eux ne joua un rôle majeur dans le mouvement autogestionnaire de l'époque. En fait, ces partis d'extrême gauche étaient le bras politique de certaines factions militaires ; la relation qu'ils entretenaient avec les forces armées montre qu'ils n'avaient pas vraiment pris leurs distances avec l'Etat capitaliste et désiraient seulement instaurer le capitalisme d'Etat à leur manière. Certes, les militants de base de ces partis étaient très actifs dans les entreprises où ils travaillaient et ils jouèrent un rôle dans les commissions de travailleurs. Mais tant que le mouvement populaire resta fort, ces militants se limitèrent à appliquer les directives des assemblées générales plutôt que celles dictées par leurs partis respectifs. En 1975, les drapeaux et les banderoles des partis étaient interdits dans de nombreuses manifestations et réunions, et les partis étaient relégués au second plan. Mais, bien sûr, lorsque le mouvement commença à décliner et que les commissions de travailleurs s'isolèrent progressivement de la base, après le 25 novembre 1975, ces partis perdirent leur utilité et se transformèrent en groupuscules socialement marginaux.

Pour *Combate*, plutôt que les revendications particulières formulées par les travailleurs, ce qui importait c'était leurs formes réelles d'organisation spontanée, parce que nous voyions en elles la base de la démocratie ouvrière et le moyen de détruire les structures d'encadrement du capitalisme d'Etat. Bien sûr, nous ne sous-estimions pas les revendications qui surgissaient dans des situations concrètes, mais nous voulions insister sur la relation dynamique entre ces revendications et les formes démocratiques (ou pas) mises en place pour les défendre. Certains des bulletins publiés par les entreprises en lutte et reproduits dans *Combate* étaient écrits dans un langage et avec une logique qui synthétisaient en quelques mots les problèmes qu'affrontait le Capital et leurs rédacteurs les exprimaient spontanément. Comme le dit l'un des bulletins d'Efacec-Inel<sup>8</sup> : «*Nos luttas sont justes et la grève en ce moment est l'un des moyens de faire entendre notre voix. C'est pourquoi nous devons nous organiser non seulement contre tel ou tel patron, dans telle ou telle usine, mais aussi contre le système capitaliste.*»

C'est parce qu'il se concentra sur les luttes dans les entreprises, les casernes et les quartiers, et parce qu'il analysa leurs formes d'organisation que *Combate* put percevoir très tôt le déclin du mouvement social. Le fait qu'une commission fût élue par une assemblée générale des travailleurs dans une situation de démocratie ouverte ; qu'elle fût, en principe, responsable envers ceux qui l'ont élue ; et qu'elle pût être remplacée si ses actions ne correspondaient pas aux exigences de la base, tous ces éléments ne signifiaient pas, bien sûr, que les choses se passaient toujours de cette façon.

---

<sup>6</sup> Sur les cinq premiers gouvernements provisoires, quatre furent dirigés par le général Vasco Gonçalves, proche du PCP. Les deux présidents de la République (les généraux Spinola et Costa Gomes) durant ces deux ans furent nommés par les sept membres de la Junte de salut national, issue du MFA, puis par le Conseil de la Révolution qui, lui, comprenait seize militaires et un civil (potentiel) : le Premier ministre. Rappelons que jusqu'en 1986 – année de l'intégration du Portugal dans la Communauté économique européenne –, le président de la République fut encore un militaire (le général Ramalho Eanes) (*NdT*).

<sup>7</sup> Qu'il contrôlait par l'intermédiaire des syndicats et de la hiérarchie des entreprises où il avait placé des militants (*NdT*).

<sup>8</sup> Créée en 1948, cette entreprise d'ingénierie électrique faisait partie de la multinationale de la CUF. Elle vit ses effectifs et sa production augmenter considérablement durant les années précédant le 25 avril. Le premier numéro (ronéoté) du *Journal de grève des travailleurs de l'Efacec-Inel de Lisbonne* fut publié le 8 juillet 1974 et continua à paraître longtemps après la fin du conflit.

Déjà dans le numéro 15 de *Combate* (17 janvier 1975) nous exprimions notre inquiétude au sujet de la bureaucratisation de nombreuses commissions de travailleurs. Nous regrettions l'absence d'une fédération de ces commissions et tentions d'analyser les causes profondes de cette situation négative. Et en juillet 1975, alors que les commentateurs affirmaient tous que nous allions vivre un «long été chaud», l'éditorial du numéro 27 de *Combate* analysait les symptômes d'une baisse d'intérêt de la part des prolétaires et l'isolement croissant des commissions de travailleurs, ainsi que l'incapacité de former des organes pour coordonner ces commissions.

Lorsque le coup d'Etat militaire du 25 novembre 1975 mit fin à l'hégémonie du Parti communiste au sein du gouvernement et détruisit les derniers restes du processus révolutionnaire, les editoriaux de *Combate*, contrairement à la presse de gauche ou gauchiste, affirmèrent qu'il s'agissait d'un renforcement de la démocratie capitaliste et non d'un quelconque retour au fascisme. La lucidité politique dont le journal fit preuve à maintes reprises était due à ses contacts étroits avec le mouvement populaire de base et au fait que nous nous préoccupions avant tout des formes d'organisation spontanée des travailleurs.

Au sein du mouvement ouvrier de l'époque, il existait une véritable dichotomie, une véritable scission entre les commissions de travailleurs et les syndicats. Ces derniers n'étaient guère plus que l'anneau d'une chaîne entre les patrons et les travailleurs. En 1974, il existait environ 4 000 syndicats disséminés dans tout le pays, organisés par profession et totalement discrédités en raison de leurs relations antérieures avec le régime fasciste. Aux chantiers navals de la Lisnave, il y avait 13 syndicats ; à la Mabor (une usine de pneus) 23 ; à la TAP (une compagnie aérienne) 15. Les seuls syndicats «forts» étaient ceux des employés de banque, qui le 1<sup>er</sup> mai 1973 avaient tenté d'organiser une manifestation à Lisbonne et ceux des ouvriers agricoles, qui formaient l'axe de l'Intersyndicale dirigée par le Parti communiste.

La réponse immédiate des travailleurs fut de convoquer des assemblées générales qui élurent des commissions de travailleurs, représentant la base. En octobre 1974, il y avait 2 000 commissions de travailleurs réparties dans tout le système économique. Le numéro 10 de *Combate* (8 novembre 1974) publie un compte rendu sur la Propam (une boulangerie industrielle employant environ 150 travailleurs dont la situation était, à bien des égards, typique des petites entreprises). «*Nous avons 20 syndicats ici. [...] Au début, une commission des travailleurs "ad hoc" est apparue et elle a d'abord présenté un cahier de revendications qui réclamait des avantages monétaires. Après s'être rendu compte (...) que la lutte devait prendre une autre direction... une assemblée générale des travailleurs a élu une commission initialement composée de cinq ouvriers. Puis les bureaux y ont adhéré et ont soutenu la commission.*»

Les ouvriers de la Mabor (une usine de pneus à Lousada) écrivirent un long manifeste (voir *Combate* n° 5, 26 juillet 1974) dans lequel ils concluaient: «*Aujourd'hui, nous savons que notre combat fait partie de la lutte que mènent tous les ouvriers contre tous les patrons, partout où s'exerce l'exploitation de tous ceux qui produisent et reçoivent peu. [...] Aujourd'hui, nous savons que c'est seulement lorsque tous les exploités s'uniront contre les exploités que notre victoire sera totale et définitive!*»

Il y eut plusieurs tentatives de mettre en place une fédération unitaire des commissions de travailleurs, en dehors des partis politiques, qui souhaitaient tous profiter de la situation. La Commission de coordination inter-entreprises (l'*Inter-Empresas*) formée en décembre 1974, se scinda finalement en plusieurs «Inter», chacune contrôlée par une faction politique différente.

Il faut également mentionner le Congrès des commissions d'usine à Covilhã en septembre 1975, où le droit de vote dépendait de la taille de l'entreprise (mesurée par le nombre de travailleurs) et où les partis politiques n'avaient pas le droit de vote. Mais ce congrès fut boycotté par le PCP et s'avéra être une initiative du MRPP (organisation maoïste ayant un discours radical mais qui, dans la pratique, s'allia avec l'extrême droite contre le Parti communiste). Le MRPP s'était infiltré dans la première *Inter-Empresas* (à travers plusieurs commissions de travailleurs dont celle de l'Efacec-Inel) et le Parti socialiste lui apporta également son soutien, espérant ainsi acquérir une certaine implantation dans les organisations ouvrières. C'est à ces problèmes extrêmement complexes que fut confronté le mouvement autogestionnaire de l'époque.

Du point de vue de *Combate*, dans la société portugaise après le 25 Avril 1974, deux forces fondamentale s'opposaient : d'un côté, les divers projets de capitalisme d'Etat ; de l'autre, les tentatives de renforcer le pouvoir direct des travailleurs de base, sans recourir à l'appareil étatique, en développant une organisation autonome et en autogérant l'économie.

Bien sûr, le Mouvement des forces armées (MFA), responsable du coup d'Etat du 25 avril 1974, détenait le pouvoir réel et, dès le début, les forces politiques essayèrent de prendre le contrôle de cette

institution. Le général Spinola<sup>9</sup>, un ex-fasciste qui avait critiqué la politique coloniale de l'ancien régime, fut une simple figure décorative après le coup d'Etat, dès qu'il eut dévoilé ses véritables intentions lors du contre-coup d'Etat raté du 28 septembre 1974 et il dut s'éloigner.

Les différentes factions au sein des forces armées reflétaient les ambitions des projets et des partis qui défendaient fondamentalement le capitalisme d'Etat sous diverses formes.

Une faction de l'armée (qui s'appuyait sur la 5<sup>e</sup> Division) était contrôlée par Vasco Gonçalves, lui-même proche du Parti communiste. Elle se servit des gouvernements militaires successifs [du 25 avril 1974 au 25 novembre 1975] pour installer le capitalisme d'Etat (grâce aux nationalisations). Les différents partis d'extrême gauche collaborèrent activement avec ce projet, ou du moins l'acceptèrent.

La faction du COPCON<sup>10</sup>, dirigée par Otelo Saraiva de Carvalho, contrôlait les unités militaires les mieux armées autour de Lisbonne (le RAL-1, la PM et l'EPAM<sup>11</sup>). Elle soutint activement de nombreuses occupations de terres et d'usines et était alliée avec plusieurs partis d'extrême gauche (PRP, UDP, MES, etc). Dans la pratique, c'était le plus gros groupe militaire, et bien qu'il ait généralement soutenu les projets capitalistes d'Etat des gouvernements auxquels participait le PCP, il préconisait également une stratégie de «pouvoir populaire» dans le but d'accélérer ce processus. Le gouvernement fit appel au COPCON pour arbitrer les conflits sociaux au cours du prétendu «été chaud» de 1975. Il incarna alors le rôle d'un arbitre de la société civile, sa véritable force de police, soutenant souvent activement les manifestations et les occupations ; le 16 juillet 1975, par exemple, il envoya trois chars pour soutenir une manifestation des Inter-commissions des habitants des bidonvilles avec le slogan «*Travailleurs des champs et des usines, soldats et marins, unis, nous vaincrons*». Cependant, l'existence même du COPCON en tant que faction «de gauche» au sein du MFA contribua à renforcer le mythe du rôle «libérateur» du MFA. La «distribution des armes à la classe ouvrière» était toujours reportée au lendemain, et alors que la plupart des partis d'extrême gauche se laissaient hypnotiser par cette rhétorique, le COPCON constituait un véritable obstacle: si sa fonction était de défendre la classe ouvrière, pourquoi les ouvriers auraient-ils dû penser à s'armer eux-mêmes ? Le COPCON finira par être dissous, par le haut Etat-Major, le 26 novembre 1975, et ses chefs ne piaillèrent même pas.

Pour sa part, le Parti socialiste était divisé entre ceux qui voulaient soutenir les gouvernements militaires et le Parti communiste ; et ceux qui désiraient instaurer un capitalisme libéral à l'européenne, et qui conspiraient avec la droite, l'extrême droite et l'ambassade des États-Unis. Ils disposaient eux de leur faction militaire, le «Groupe des Neuf» (dont les principales figures étaient Melo Antunes et Vasco Lourenço). Ce fut ce groupe, sous la direction de Ramalho Eanes, qui triompha en novembre 1975. Bien que les «sociaux-démocrates» du PPD<sup>12</sup> fussent politiquement à la droite du Parti socialiste, ils ne posèrent pas de grandes difficultés aux gouvernements militaires successifs ni aux communistes. Ils jouissaient d'une certaine influence dans beaucoup de casernes et parmi les officiers qui ne s'étaient jamais identifiés au MFA. Les Commandos de Lisbonne étaient leur principale force opérationnelle,

<sup>9</sup> Rappelons qu'en dehors de sa participation à la guerre d'Espagne du côté franquiste, Spinola était marié à une très riche héritière, et membre du conseil d'administration du groupe financier Champalimaud (NdT).

<sup>10</sup> COPCON : Commandement opérationnel du continent, créé le 8 juillet 1974, dirigé par le commandant Otelo Saraiva de Carvalho, nommé pour l'occasion brigadier-général. Le COPCON regroupait des forces spéciales d'intervention : fusiliers marins, parachutistes, commandos, police militaire, infanterie de Queluz et régiment d'artillerie de Lisbonne. En pratique, cet organe contrôlait la région militaire de la capitale et était explicitement destiné au «au rétablissement et au maintien de l'ordre», grande préoccupation des classes dominantes portugaises face aux multiples mouvements sociaux. Durant les premiers mois de la «révolution», le COPCON intervint contre de nombreuses grèves comme celle du *Jornal do Comercio* (août 1974), de la TAP (la compagnie aérienne fut militarisée, 200 travailleurs furent licenciés), etc. (NdT).

<sup>11</sup> RAL-1 (ou RALIS) : Régiment d'artillerie légère de Lisbonne. PM : police militaire, en portugais son vrai nom était la *Polícia do Exército*, Police de l'Armée. EPAM : Ecole pratique d'administration militaire (NdT).

<sup>12</sup> Le Parti populaire démocratique, poliment qualifié de «centre droit» par les spécialistes, fut créé le 6 mai 1974. Il se transforma en Parti social-démocrate le 3 octobre 1976 sans que ce changement d'étiquette traduise le moindre tournant à «gauche» (NdT).

mais ils étaient également soutenus par les commandants des régions militaires du Nord, des Açores et de Madère.

L'armée, qui est toujours la dernière ligne de défense de l'appareil d'Etat, était divisée politiquement selon les options idéologiques, et à l'époque on disait qu'il y avait un MFA, un MFB, un MFC ...

À la fin de l'été 1975, le 21 août, quelques centaines de soldats et d'officiers subalternes se réunirent dans une pinède près de Braga, une ville du nord du pays, pour créer une organisation de base, les SUV. (Soldats Unis nous Vaincrons). Encore aujourd'hui, nous ne savons pas avec certitude s'il s'agissait d'une action camouflée d'une organisation d'extrême gauche (l'UDP) ou d'une initiative véritablement spontanée, mais par contre il est certain que cette réunion révéla la rupture presque totale intervenue dans l'épine dorsale de l'appareil étatique.

À cette époque, *Combate* considérait que le capitalisme d'État représentait un plus grand danger que le capitalisme privé. C'était là notre orientation principale tant en termes d'activité pratique que d'analyse politique. Bien que nous puissions voir aujourd'hui que le néolibéralisme et l'économie de marché sont devenus l'idéologie hégémonique dans la classe dirigeante portugaise (et mondiale), la situation était différente en 1974-1975. À l'époque comme aujourd'hui, si nous critiquons seulement les partis de gauche, nous risquons de faire passer la droite pour un courant simplement «répressif». N'oublions jamais que le capitalisme de gauche a eu des effets historiques terribles, mais que c'est également vrai du réformisme de droite, quoique peut-être d'une manière différente.

Il est intéressant de noter que le même type de clivage apparaît actuellement (en 2006) en Amérique latine au sein des forces armées, où s'affrontent des factions de gauche et de droite, et l'étude de l'expérience portugaise peut probablement être très instructive pour comprendre ces phénomènes. Il existe de grandes similitudes entre la façon dont Chavez et Morales prétendent récupérer les mouvements sociaux de base et les méthodes utilisées par le COPCON.

*Combate* ne comptait ni permanents ni journalistes professionnels, et n'importe qui pouvait coopérer avec nous tant qu'il respectait les principes généraux de notre *Manifeste*. Les tâches étaient réparties équitablement entre tous et il n'y avait pas de responsables; le nom du directeur de publication était fictif et uniquement destiné à répondre à une exigence légale. Toute personne participant à nos réunions pouvait donner son avis et voter – à condition qu'elle prenne en charge une tâche. Certes nous avions un groupe stable de camarades qui se rencontraient au moins une fois par semaine, mais d'autres personnes collaboraient de façon sporadique ou étaient présentes seulement lorsque nous discutons de certaines luttes. Nous avions un collectif dans le Sud (à Lisbonne) et un autre dans le Nord (à Porto). Parfois, des travailleurs d'une entreprise donnée venaient discuter de leur lutte et ils nous aidaient ainsi à préparer le prochain numéro.

Sur les huit pages de *Combate*, sept traitaient des luttes dans les usines, les champs, les casernes et les quartiers, et une était consacrée à l'éditorial. Bien que le contenu de ce texte fut discuté par toutes les personnes présentes, il est probable que la procédure aurait pu être plus démocratique, mais il est clair qu'avec les pressions du moment, les circonstances politiques constamment changeantes et la nécessité d'accomplir les tâches et de respecter des délais, une seule personne (généralement la même) rédigeait l'édition. Rétrospectivement, il nous semble qu'il aurait été préférable de demander à certains groupes de travailleurs de participer davantage et peut-être même d'écrire leurs propres éditoriaux sur les événements en cours. Dans tous les cas, si l'expérience devait se répéter à l'avenir d'une façon ou d'une autre, il conviendrait d'examiner cette question.

Jusqu'en novembre 1975, malgré les obstacles qui gênaient le développement des luttes, les travailleurs furent assez forts pour garder grandes ouvertes les portes des entreprises et permettre qu'un vaste mouvement politique mine la discipline des employeurs. C'est dans ces circonstances que *Combate* naquit et put vivre. La chute du mouvement ouvrier conduisit également à la chute du journal, non sans quelques récriminations internes, courantes dans de telles circonstances, et une certaine amertume (mais pas trop). Après la fin du journal, chacun de nous a suivi des chemins différents. L'important ici n'est pas de nous attarder sur cet échec collectif (que nous aurions peut-être pu prévoir, compte tenu de la faiblesse de l'économie portugaise et des pressions du capitalisme mondial), mais de nous attarder sur les aspects positifs d'une expérience très riche afin que d'autres personnes puissent en tirer des leçons. Ce qui compte pour nous, c'est le sort du mouvement ouvrier, pas les egos blessés de quelques-uns. Pour tous les collaborateurs du journal, il s'est agi d'une des premières et des plus riches expériences d'histoire orale (même si nous n'en avons gardé que des traces écrites), à laquelle nous avons tous activement participé.

*Combate* fut un produit de son temps, à une époque où nous n'avions ni Internet, ni téléphones portables et où les caméras vidéo étaient rares – donc à bien des égards, cette expérience peut paraître démodée et dépassée. Et elle l'est. Dans le monde actuel, la vidéo, Internet et les SMS facilitent la communication (comme ce fut le cas lors des luttes de 2006 en France), mais ces médias n'étaient pas disponibles au Portugal dans les années 1970.

Nous devons aussi mentionner que, de son premier numéro imprimé à son dernier numéro ronéoté, *Combate* n'aurait pu survivre sans l'aide de la commission des travailleurs de l'imprimerie Mirandela, puis de la coopérative autogérée Gráfica Confusão (au nom marqué par une douce ironie).

Au début de 1975, le collectif du Nord ouvrit à Porto une librairie appelée Contra a Corrente et commença à publier de petites brochures, imprimées et ronéotées. Ce local n'était pas seulement un lieu de rencontre pour les collaborateurs de *Combate*, il était également mis à la disposition, sans la moindre condition, d'autres groupes libertaires ou partisans de l'autonomie. En octobre 1975, le collectif de Lisbonne ouvrit également une librairie, également appelée Contra a Corrente, qui avait les mêmes objectifs. Trente et une brochures furent publiées en portugais et certaines en anglais et en français.

Les 51 numéros de *Combate* offrent un panorama de tout ce qui s'est passé dans le mouvement ouvrier portugais en 1974-1975. C'est un trésor pour les chercheurs ainsi que pour tous ceux qui s'intéressent au mouvement ouvrier de cette époque qui a vécu probablement l'une des expériences les plus importantes de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Un recueil contenant le *Manifeste* et les vingt premiers éditoriaux de *Combate* jusqu'au 28 mars 1975 fut publié chez Afrontamento en 1975 (sous le titre *Capitalisme privé ou Capitalisme d'État : ce n'est pas un choix !*). D'autre part, Phil Mailer a publié un livre en anglais (et en portugais) *The impossible revolution ?* (Solidarity, 1977), désormais disponible sur Internet. Phil ayant été l'un des collaborateurs étrangers qui participa très activement au journal jusqu'à la fin, son ouvrage contient de nombreuses références et citations de *Combate*.

\* *Juillet 2006*

\* **João Bernardo, Rita Delgado, Phil Mailer, José Elísio Melo e Silva et José Paulo Serralheiro**

---

<sup>13</sup> L'UDP (Union démocratique populaire) subsiste, en tant qu' «association politique» au sein du *Bloque de Esquerda* actuel. Ce Bloc de gauche rassemble des ex-maoïstes (UDP), des ex-militants du PCP et plusieurs groupes trotskistes, un peu sur le modèle de Die Linke en Allemagne. Le Bloc de gauche soutient le gouvernement actuel au Parlement et a actuellement 19 députés sur 230 (NdT).

<sup>14</sup> Le *Manifeste inaugural de Combate* et ses compléments figurent dans le tome 1 de *Portugal : la révolution oubliée*. Les éditoriaux seront tous inclus (jusqu'au 51<sup>e</sup> donc) dans le tome 2, à paraître en mai 2018 (NdT).